

Appel des universités belges à la participation aux Commissions ITRE, CULT, JURI et BUDG du PE

*Les universités belges, réunies au sein du CRef & du VLIR, vous adressent, par la présente, leurs sincères félicitations pour votre (ré)élection en tant que député(e) européen(ne). Le Parlement européen est une institution capitale pour la Belgique et ses Communautés et Régions. Les dossiers enseignement et recherche & innovation, en particulier, sont fondamentaux pour les universités. Cette importance est encore actuellement accrue dans la perspective des programmes Erasmus et du Programme-cadre pour la Recherche & l'Innovation Horizon Europe. **Par la présente, nous sollicitons votre attention pour vous inviter à siéger au sein des Commissions essentielles pour l'économie de la connaissance.***

L'enseignement et la recherche & l'innovation sont des domaines moteurs pour promouvoir, en Europe, la compétitivité, la croissance économique et la prospérité, offrir une réponse aux défis sociétaux et améliorer le bien-être du citoyen. A ce jour, nous attendons avec intérêt de connaître le budget pluriannuel européen définitif afin de déterminer la part exacte dédiée à l'économie de la connaissance. Outre les moyens qui seront investis par le biais des Fonds structurels et pour l'innovation, les propositions de la Commission européenne prévoient plus de 130 milliards d'euros pour les domaines précités durant la prochaine période de programmation. Dans le cadre des programmes européens de recherche et d'innovation, la Belgique est un bénéficiaire net. Par ailleurs, plus de 11.000 étudiants de l'enseignement supérieur belge développent, chaque année, leurs compétences en partant en échange ou en stage par le biais du programme Erasmus+ qui, par l'intermédiaire de subsides à projets, joue également un rôle majeur dans le déploiement de l'excellence et de la pertinence sociétale de notre enseignement supérieur.

Les Commissions suivantes sont particulièrement importantes pour nos universités:

- **Commission Industrie, Recherche et Énergie (ITRE)** : cette Commission est fondamentale étant donné que tous les programmes de recherche et d'innovation, ainsi que la politique en ces domaines, sont discutés au sein de cette Commission. La présence d'eurodéputés belges dans cette Commission s'est avérée précieuse, notamment pour l'évaluation intermédiaire du programme Horizon 2020 et de son successeur, Horizon Europe. Afin de donner davantage d'amplitude à la recherche et à l'innovation, les législations et réglementations, tant européennes que nationales, doivent être harmonisées. La simplification administrative et un cadre réglementaire cohérent ne pourront que renforcer l'interaction entre le monde de la recherche, les pouvoirs publics, l'économie et les acteurs sociaux dans la *quadruple hélice* et augmenter l'impact des connaissances scientifiques.
- **CULT Commission Culture et Enseignement (CULT)** : la présence d'un eurodéputé issu d'une des Communautés belges pourrait se révéler décisive dans cette Commission pour nos universités, en perspective des négociations dans le cadre d'Erasmus, le programme européen pour l'enseignement, la jeunesse et les sports, notamment en matière des priorités qui y seront définies. Par le biais du programme Erasmus, l'Europe souligne le rôle structurel de l'enseignement dans l'emploi, la politique sociale, l'entreprise, l'innovation et la cohésion sociétale ainsi que la collaboration trans- et internationale dans ces secteurs. Dans sa

proposition d'un nouveau programme Erasmus, la Commission européenne met l'accent sur la nécessité de la flexibilité et transfère ainsi vers les programme-cadre un élément important, mais à développer encore davantage. La Commission européenne disposera en conséquence de l'impact nécessaire et ce, sans amenuiser le contrôle parlementaire.

- **Commission Affaires juridiques (JURI)** : pour un développement optimal de l'enseignement et de la recherche & de l'innovation en Europe, un bon encadrement juridique est indispensable. Considérons, par exemple, les questions éthiques posées par les nouvelles technologies comme l'*Intelligence Artificielle* et la *Cybersécurité*. Les aspects propres à l'*Open Science* et aux *Copyrights* sont inscrits à l'ordre du jour de cette Commission. Un eurodéputé, issu d'une des Communautés belges, peut contribuer dans cette Commission à renforcer l'économie de la connaissance dans notre pays, en intervenant activement dans de tels dossiers.
- **Commission Budget (BUDG)** : l'UE ne peut prospérer sans veiller à affecter les fonds européens aux domaines politiques adéquats. Il est avéré que les investissements dans la connaissance sont nécessaires pour permettre la croissance économique et créer un impact sociétal. L'engagement d'un eurodéputé belge est essentiel pour la mise à disposition des moyens financiers pour des domaines politiques dans lesquels les Communautés française, flamande et germanophone peuvent apporter une contribution et pour mieux adapter la réglementation financière des subsides.

Le présent message poursuit l'objectif de vous donner une présentation claire du caractère fondamental de votre présence au sein de ces Commissions spécifiques. Nous vous souhaitons, d'ores et déjà, plein succès dans la préparation de futures positions parlementaires européennes. Dans cette attente, le CRef et le VLIR se tiennent à votre entière disposition pour clarifier les positions actuelles des universités belges dans les dossiers susmentionnés.

En vous remerciant de l'attention réservée, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments très distingués.



Herman Van Goethem
Président du VLIR



Vincent Blondel
Président du CRef

Annexe

- Copie de la lettre de l'Association européenne des Universités (EUA) « *How to make Europe more sustainable and competitive through higher education, innovation and research* ».

How to make Europe more sustainable and competitive through higher education, innovation and research

Open letter to leaders of political groups in the European Parliament, ahead of the May 2019 elections

March 2019

Dear Group Chairs,

With the European elections in May, and Brexit swiftly approaching, Europe is at a crossroads. The new European Parliament and the next Commission will have a major responsibility for shaping the Union in these challenging times. The 2019 elections are important for universities, and the millions of students enrolled in higher education across the continent.

The European University Association (EUA) represents more than 800 universities in 48 countries with more than 18 million students. As the largest pan-European organisation of this type, we would like you to consider joining forces with us and engaging in a debate on key European higher education and research policies that are crucial for the future of Europe. We would be interested in your views and would like to see the new European Parliament collaborating with the university sector, addressing the many common societal challenges we share in our countries and regions.

The impact of universities is felt locally, nationally and internationally. As centres of knowledge production and dissemination, and incubators of innovative ideas, they have an important role to play. With half of Europe's youth, and many lifelong learners, entering higher education, universities are key to empowering new generations through skills and knowledge that enable them to contribute to society. Universities also generate the main body of research in most European countries, enhancing Europe's knowledge base. And, as part of their civic role, universities host many of the political and social debates that help shape the public's views.

Due to these various roles, universities are instrumental in realising the ambitions for a competitive, sustainable and strong Europe. To maximise their potential, though, universities need supportive national and European policies and funding frameworks.

We look forward to working together and have prepared some key questions that we kindly ask you to answer. We will disseminate your responses throughout our community. In addition, several of our national member associations are contacting candidates in their countries to start a similar discussion.

Sincerely yours,

Rolf Tarrach,

EUA President

1) European Education Area

Europe can improve educational opportunities by working together. The European Education Area, outlined in a [Commission Communication from November 2017](#), includes initiatives such as creating European Universities as networks of institutions from across Europe, as well as proposing concrete actions to increase mobility and the recognition of diploma and study periods abroad for the benefit of students, universities, and employers. These initiatives will facilitate cooperation and exchange across the continent, enabling universities to work closer together, thus improving the quality of both teaching and research. This in turn will enable universities to respond to the needs of society, solve global challenges and empower students for a changing world.

- **How can we make the European Education Area a reality and how do you see the role of the European Parliament in this regard?**

2) European research and innovation

We are living in an era of major technological change, with advances in research and innovation transforming societies profoundly. Europe is a global leader in research and should aspire to lead the world in innovation. Unleashing this potential requires substantial investment in both curiosity-driven research, that creates disruptive ideas, and in the innovation ecosystems where these ideas are applied to provide new solutions. It also requires a European Research Area with free flows of knowledge, not least through open science. Universities play a key role here as places where knowledge is created, often through partnership with bodies in the public, private sectors, and civil society, but they need a Europe that invests in and facilitates cooperation.

- **What do you think the EU can do to further European research and innovation?**

3) EU funding for cooperation and mobility

The EU funding programmes for higher education and research, Erasmus and the Framework Programme for Research and Innovation, are strong assets for Europe and its citizens. These are unique examples of truly multilateral programmes that give students and researchers the opportunity to learn and grow by moving around within Europe and collaborating with the very best. Universities have capitalised on these opportunities to deliver high quality education and cutting-edge research and innovation. However, both programmes have suffered from underfunding in the past, and the current European Parliament has rightly called for substantial increases for the next programme period (2021-2027), proposing 120 billion euros for Horizon Europe and 41 billion euros for Erasmus.

- **How can we ensure sufficient and sustainable funding for European cooperation and mobility in higher education and research?**

4) Academic freedom as a core European value

Across the world, universities and academics are under attack and find it increasingly difficult to research and teach due to political pressure. In Europe, academic freedom is a key value central to the Union and protected by the European Charter of Fundamental Rights. Without academic freedom and institutional autonomy, universities cannot fulfil their missions in education, research and innovation, citizens are denied access to knowledge, and policy makers are unable to act upon sound evidence.

- **How can we protect academic freedom as a core European value?**

5) European education and research in the world

In a time of changing geopolitical constellations, European achievements in education and research collaboration are regarded as models for international exchange, collaboration, and coordinated reform. Furthermore, Europe's innovation capacity, if developed strategically, can be a key asset to ensuring its independence. Universities contribute both to retaining and developing contacts between communities across the world, and they provide the knowledge and innovation to maintain Europe as an independent global player at the level of other knowledge societies.

- **How should Europe evolve its capacity in education and research to retain leadership at the global level?**